

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2019 B 10963

Numéro SIREN : 493 375 703

Nom ou dénomination : MEDIAPOST HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 22/08/2022 sous le numéro de dépôt 36333



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Mediapost Holding

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Mediapost Holding
17 rue de la Vanne - 92120 MONTROUGE

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Mediapost Holding

17 rue de la Vanne - 92120 MONTROUGE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société Mediapost Holding,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Mediapost Holding relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais ("private company limited by
guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Mediapost Holding procède tous les ans à des tests de valorisation de ses titres de participation et malis techniques, qui représentent un montant net de 76,2 millions d'euros au 31 décembre 2021, selon la méthode décrite dans la note 2 « Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues – Participations et autres titres immobilisés » de l'annexe. Nos travaux d'appréciation de ces évaluations ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des hypothèses retenues et des chiffres qui en résultent.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 17 juin 2022

KPMG SA

Stéphanie MILLET

Associée

COMPTES ANNUELS

Société : MEDIAPOST HOLDING
Forme juridique : Société par Actions Simplifiée
Siège social : 17 rue de la Vanne 92120 Montrouge
Date de clôture : 31/12/2021

COMPTES ANNUELS	1
BILAN – ACTIF	4
BILAN – PASSIF	5
COMPTE DE RESULTAT	6
COMPTE DE RESULTAT (suite)	7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	8
1 Faits caractéristiques de l'exercice	9
2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues	9
• Participations et autres titres immobilisés	11
• Valeurs mobilières de placement	11
• Stocks	11
• Créances	11
• Provisions réglementées	11
• Provisions pour risques et charges	11
• Engagements de retraite et assimilés	12
• Opérations en devises	12
• Changement de méthode	13
• Evénements postérieurs à la clôture	13
• Immobilisations corporelles et incorporelles	14
• Amortissements et Dépréciations	15
• Provisions pour risques et charges	16
• Liste des filiales et participations	17
• Evolution des dépréciations sur immobilisations financières	18
• Composition du capital social	19
• Tableau de variation des capitaux propres	20
• Créances et Dettes	21
Charges à payer	22
• Produits à recevoir	22
• Charges et Produits constatés d'avance	23
4 Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat	23
• Chiffre d'affaires	23
• Résultat et Impôt sur le bénéfice	24
• Affectation du Résultat N-1	24

- Situation Fiscale.....25
- Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi.....25
- Fiscalité latente.....25
- 5** Autres informations.....26
 - Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan26
 - Effectif.....27
 - Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....27
 - Honoraires des Commissaires aux Comptes27
 - Société Consolidante27

BILAN – ACTIF

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	65 836	20 571	45 265	23 692
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	106 665	63 087	43 578	79 130
Avances sur immobilisations				
TOTAL immobilisations incorporelles	172 501	83 658	88 843	102 822
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	1 004 826	356 699	648 127	774 218
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	39 278		39 278	39 278
TOTAL immobilisations corporelles	1 044 104	356 699	687 405	813 496
Participations selon la méthode de MEQ				
Autres participations	110 063 437	44 949 589	65 113 848	43 092 886
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	46 546 364		46 546 364	7 678 945
Autres immobilisations financières	11 127 426		11 127 426	
TOTAL immobilisations financières	167 737 227	44 949 589	122 787 638	50 771 831
Total Actif Immobilisé (II)	168 953 832	45 389 945	123 563 886	51 688 149
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	49 686		49 686	60 677
Clients et comptes rattachés	1 118 845		1 118 845	1 802 474
Autres créances	40 755 027		40 755 027	40 456 180
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	41 873 872		41 873 872	42 258 654
Valeurs mobilières de placement	75		75	75
(dont actions propres:)				
Disponibilités	562 822		562 822	763 859
TOTAL Disponibilités	562 897		562 897	763 934
Charges constatées d'avance	334 393		334 393	191 973
TOTAL Actif circulant (III)	42 820 848		42 820 848	43 275 239
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	211 774 680	45 389 945	166 384 735	94 963 387

BILAN – PASSIF

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 64 446 670)	64 446 670	64 446 670
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	6 444 667	6 444 667
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des provisions pour fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	1 726 761	1 726 761
TOTAL Réserves	8 171 428	8 171 428
Report à nouveau	-55 119 842	-31 180 997
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	20 356 608	-23 938 845
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	37 854 864	17 498 256
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	30 679 051	30 162 855
Provisions pour charges		281 672
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	30 679 051	30 444 527
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	53 587	
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	50 616 479	4 070 115
TOTAL Dettes financières	50 670 066	4 070 115
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	723 321	2 871 242
Dettes fiscales et sociales	341 656	1 080 001
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	46 115 777	38 999 245
TOTAL Dettes d'exploitation	47 180 753	42 950 489
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	97 850 819	47 020 604
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	166 384 735	94 963 387

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	1 035 000		1 035 000	2 364 398
Chiffres d'affaires nets	1 035 000		1 035 000	2 364 398
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 000	1 174
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			297 374	145 737
Autres produits			2 176 104	2 548 719
Total des produits d'exploitation (I)			3 516 478	5 060 028
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 189 137	3 508 796
Impôts, taxes et versements assimilés			164 940	185 089
Salaires et traitements			675 753	1 308 407
Charges sociales			331 245	535 379
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	210 671	194 880
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	15 276	64 427
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges			239 331	356 486
Total des charges d'exploitation (II)			2 826 352	6 153 462
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			690 126	-1 093 434
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations				1 288 253
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			290 019	
Autres intérêts et produits assimilés				102 600
Reprises sur provisions et transferts de charges			20 490 159	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			20 780 178	1 390 853
Dotations financières aux amortissements et provisions			736 781	24 689 462
Intérêts et charges assimilées			376 477	109 861
Différences négatives de change			437	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 113 695	24 799 323
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			19 666 482	-23 408 470
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			20 356 608	-24 501 905

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 154 172
Produits exceptionnels sur opérations en capital		600
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)		1 154 772
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		385 981
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		147
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		205 584
Total des charges exceptionnelles (VIII)		591 712
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		563 059
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	24 296 656	7 605 653
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 940 047	31 544 498
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	20 356 608	-23 938 845

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Société : MEDIAPOST HOLDING – 17 rue de la vanne 92120 Montrouge
Clôture : Exercice 31/12/2021

1 Faits caractéristiques de l'exercice

- Suite à la fusion de 4 entités du groupe ISOSKELE (ISOSKELE, Cabestan, vertical mail, SDS), transfert des salariés de MEDIAPOST Holding vers ISOSKELE en date du 01/07/21
- Transfert de la majorité des coûts vers la nouvelle entité fusionnée
- Nouvel endettement lié au financement des acquisitions chez ISK (Time One Group (Mai 2021) et Cyber Cité (Décembre 2021))

2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux dispositions du Règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- non compensation

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2021

Dont le total est 166 384 785 Euros

Et au compte de résultat qui dégage un résultat de 20 356 608 Euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021

• Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- Au coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- Au coût de production (biens produits),
- A la valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Diminués des amortissements et des pertes de valeur.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de la durée de vie prévue :

Catégorie	Mode d'amortissement	Durée
Installations techniques	Linéaire	5 ans
Installations et agencements	Linéaire	8 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

Les constructions et aménagements d'immeubles pris à bail sont amortis sur 10 ans, soit sur la durée du bail, sans que cette dernière ne puisse excéder 10 ans (baux commerciaux).

• Immobilisations incorporelles

Les coûts d'entrée des immobilisations incorporelles sont constitués :

. Du prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables et tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de leur utilisation

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Ces immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

. Des coûts de développement des immobilisations incorporelles répondant aux conditions de comptabilisation sont immobilisés pour leur coût de production et amortis sur une durée linéaire de 3 à 5 ans à compter de la mise en service.

Les logiciels sont amortis selon les typologies suivantes :

- Les logiciels de bureautique : 1 an
- Les logiciels commercialisables : 3 ans
- Les logiciels d'application de gestion et de production : 3 ans

- Fonds commercial

Les dispositions relatives à l'amortissement et à la dépréciation des immobilisations incorporelles et en particulier le fonds commercial ont été modifiées par le règlement 2015-06 de l'ANC.

S'agissant du fonds commercial à durée de vie non limitée, une dépréciation est constatée lorsque sa valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

La valeur d'inventaire est déterminée par les flux de trésorerie directement générés par le fonds commercial lui-même.

S'il est indissociable de l'activité, cette valeur est appréciée avec l'ensemble des autres éléments qui le composent

Lorsque la durée d'utilisation du fonds commercial est considérée comme limitée, au regard de critères techniques, juridiques ou économiques, il est amortissable sur cette durée.

- **Participations et autres titres immobilisés**

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont comptabilisés initialement au prix pour lequel ils ont été acquis.

Les frais d'acquisitions sont comptabilisés en charge.

Des dépréciations sont enregistrées lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur d'acquisition, à la date de clôture.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence aux méthodes des flux de trésorerie futurs actualisés de l'ensemble considéré.

En cas de cession, la valeur d'inventaire est déterminée par référence à la valeur vénale.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés est estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les valeurs mobilières sont dépréciées afin de tenir compte :

- . Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- . Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.
- . Pour les titres d'OPCVM, la valeur actuelle retenue est la valeur liquidative sous déduction des frais de sortie

- **Stocks**

Le coût d'acquisition des matières premières et marchandises comprend le prix d'achat et l'ensemble des frais accessoires d'achat qui lui sont directement rattachables

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

La valeur des stocks de biens fongibles est définie sur la base de la méthode du coût Moyen Unitaire Pondéré. La valorisation des biens non fongibles est définie sur la base de leur coût d'entrée individuel.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure à la valeur de réalisation, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour la différence.

- **Créances**

Les créances, dont les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La règle est de provisionner après une étude au cas par cas, l'intégralité des créances dont la probabilité de non recouvrement est avérée.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles et produits exceptionnels, aux postes « Dotations aux provisions réglementées – Amortissements dérogatoires » et « Reprises aux provisions réglementées – Amortissements dérogatoires ».

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées conformément au règlement CRC 2000-06 du 07/12/2000 sur les passifs qui prévoit qu'un passif soit comptabilisé lorsque l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

- **Engagements de retraite et assimilés**

La société applique l'option prévue par la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013 qui prévoit la comptabilisation des engagements retraite et assimilés au bilan.

La provision inscrite au bilan au titre des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation à la date de clôture.

L'engagement est déterminé selon des hypothèses démographiques : âge de la retraite, mortalité, rotation du personnel,

Et financières : niveaux futurs des salaires, taux d'actualisation.

Un taux d'actualisation de 0.90% en 2021 contre 0,0.30% en 2020.

Taux d'augmentation des salaires : 2% inchangé

Table de taux de rotation : Taux de 0% en fonction de l'âge des salariés

Les écarts actuariels issus des ajustements liés à l'expérience et des effets de changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en Résultat Exploitation

Le coût des services rendus est comptabilisé en Résultat Exploitation Les charges d'intérêts en résultat financier

En lien avec la décision de l'IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021, sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée, l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite (Rec. ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021) et a introduit un choix de méthode comptable concernant la répartition des droits à prestations pour certains régimes à prestations définies.

La société a décidé d'opter pour un étalement qui est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

Valeur comptable à l'ouverture	: 281672 euros
Provisions constituées au cours de l'exercice	: -281672 euros
Montant utilisé	:
Montant de la provision au 31/12/2021	: 0 euros

Suite à la fusion, la provision PIDR a été transférée dans l'entité ISOSKELE.

- **Opérations en devises**

Les charges et les produits libellés en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités libellés en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Conformément au règlement ANC n° 2015-05 les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés en résultat d'exploitation

Les écarts de change consécutifs aux opérations financières sur les comptes de devises sont exclus de ce dispositif.

- **Changement de méthode**

En lien avec la décision de l'IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021, sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite (Rec. ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021) et a introduit un choix de méthode comptable concernant la répartition des droits à prestations pour certains régimes à prestations définies. La société a décidé d'opter pour un étalement qui est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

La modification qui en résulte est sans impact pour la société soumise à la Convention Collective SYNTEC.

- **Evénements postérieurs à la clôture**

MEDIAPOST HOLDING suit avec attention les évolutions du contexte sanitaire et son impact sur son activité.

La société suit également avec attention le développement de la situation en Ukraine et les impacts éventuels de ces événements sur ses activités et sur l'environnement économique dans lequel évolue ses activités.

• **3 Notes relatives aux Postes de Bilan et Hors Bilan**

• Immobilisations corporelles et incorporelles

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	134 565		37 936	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	756 572			
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	215 589		32 666	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	39 278			
TOTAL III		1 011 439		32 666	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	108 312 475		1 750 962	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	7 678 945		49 994 845	
TOTAL IV		115 991 420		51 745 807	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		117 137 424		51 816 408	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virements	Cessions		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			172 501	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			756 572	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			248 254	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Autres participations			39 278	
Créances rattachées à des participations				1 044 104	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			110 063 437	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			57 673 790	
TOTAL IV				167 737 227	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				168 953 832	

- Amortissements et Dépréciations**

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles		31 743	51 914		83 658		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages							
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	156 831	126 121		282 951		
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	41 112	32 636		73 748		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		197 943	158 756		356 699		
TOTAL GENERAL		229 686	210 671		440 357		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnelle	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnelle	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
Installations							
Autres immobilisations :							
Inst. Techn.							
Inst Gén.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emballage							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

- **Provisions pour risques et charges**

NATURE DES PROVISIONS	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litige				
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	281 672	15 702	297 374	
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	30 162 855	736 355	220 159	30 679 051
TOTAL II	30 444 527	752 057	517 533	30 679 051
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	65 219 589		20 270 000	44 949 589
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL III	65 219 589		20 270 000	44 949 589
TOTAL GENERAL	95 664 116	752 057	20 787 533	75 628 640
Dont dotations et reprises d'exploitation		15 276	297 374	
Dont dotations et reprises financières		736 781	20 490 159	
Dont dotations et reprises exceptionnelles				
dépréciations des titres mis en équivalence				

- **Liste des filiales et participations**

	% de contrôle	Brut 31/12/2020	acquisitions	augmentations / diminution de capital/Fusion	Cessions / Liquidation /Fusion	Brut 31/12/2021
TITRES CONSOLIDÉS						
ISOSKELE (MEDIAPOST PUBLICITE)	100,00%	289 600,00			289 600.00	0.00
MATCHING	82,10%	5 560 257.00				5 560 257.00
MEDIA PRISME	80,00%	9 784 378,58				9 784 378,58
FINANCIER ADVERLINE (TUP 30/05/2017)	0,00%	-				0,00
ISOSKELE (Ex CABESTAN)	100,00%	11 233 419,64		36 589 988.00		47 823 407,64
PROBAYES	100,00%	4 000 000,00				4 000 000,00
ADVERLINE (TUP Financière ADVERLINE)	100,00%	39 582 602,68				39 582 602,68
SOGEC DATAMARK SERVICES	100,00%	23 422 000,00			23 422 000.00	0.00
VERTICAL MAIL	100,00%		12 878 388,00		12 878 388.00	0,00
Sous-total titres consolidés		93 872 257.90	12 878 388,00	36 589 988.00	36 589 988.00	106 750 645, 90
TITRES NON CONSOLIDÉS						
MIX COMMERCE	100,00%	3 312 791,10				3 312 791,10
Sous-total titres non consolidés		3 312 791.10	0,00	0,00	0,00	3 312 791.10
TOTAL		97 185 049.00	12 878 388.00	36 589 988.00	36 589 988.00	110 063 437.00

- Evolution des dépréciations sur immobilisations financières**

	% de contrôle	Dépréciation 31/12/2020	dont QP déduite	dont QP réintégrée	Dotations	Reprise	Fusion	Total des dépréciations 31/12/2021
TITRES CONSOLIDÉS								
ISOSKELE (MEDIAPOST PUBLICITE)	100,00%	0,00						0,00
MATCHING	80,00%	5 547 600,00						5 547 600,00
MEDIA PRISME	80,00%	9 784 377,58						9 784 377,58
FINANCIER ADVERLINE (TUP 30/05/2017)	0,00%	0,00						0,00
ISOSKELE (Ex CABESTAN)	100,00%	10 739 000,00				11 837 000,00	1 098 000,00	0,00
PROBAYES	100,00%	0,00						0,00
ADVERLINE (TUP Financière ADVERLINE)	100,00%	34 737 820,00				8 433 000,00		26 304 820,00
SOGEC DATAMARK SERVICES	100,00%	1 098 000,00					-1 098 000,00	0,00
VERTICAL MAIL	100,00%	0,00						0,00
Sous-total titres consolidés		61 906 797,58	0,00	0,00	0,00	20 270 000,00	0,00	41 636 797,58
TITRES NON CONSOLIDES								
MIX COMMERCE	100,00%	3 312 791,10						3 312 791,10
Sous-total titres non consolidés		3 312 791,10						3 312 791,10
TOTAL		65 219 588,68	0,00	0,00	0,00	20 270 000,00	0,00	44 949 588,68

Aucunes dotations de dépréciations sur titres constatées sur l'année 2021.

- **Composition du capital social**

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	6 444 667	0	0	6 444 667	10
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	6 444 667	0	0	6 444 667	

- Tableau de variation des capitaux propres**

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminution	Distribution de dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	64 446 670						64 446 670
Primes d'émission, de fusion, d'apport,							
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	6 444 667						6 444 667
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	1 726 761						1 726 761
Report à nouveau	-31 180 997				-23 938 845		-55 119 842
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-23 938 845	20 356 608			23 938 845		20 356 608
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	17 498 256	20 356 608			0.00		37 854 864

• Créances et Dettes

Cadre A		ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts			46 546 364	1 664 525	44 881 839
Autres immobilisations financières			11 127 426		11 127 426
TOTAL des créances liées à l'actif immobilisé			57 673 790	1 664 525	56 009 265
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances			1 118 845	1 118 845	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			2 500	2 500	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 981	1 981	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée		266 509	266 509	
	Autres impôts				
	Etat - divers		11 899	11 899	
Groupes et associés			39 943 494	39 943 494	
Débiteurs divers			528 645	528 645	
TOTAL des créances liées à l'actif circulant			41 873 872	41 873 872	
Charges constatées d'avance			334 393	332 963	1 431
TOTAL DES CREANCES			99 882 055	43 871 360	56 010 695
Prêts accordés en cours d'exercice			46 280 000		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			7 600 000		
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		53 587	53 587		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		50 616 479	1 734 640		48 881 839
Fournisseurs et comptes rattachés		723 321	723 321		
Personnel et comptes rattachés		168	168		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		9 121	9 121		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	186 474	186 474		
	Obligations cautionnées				
	Total des produits exceptionnels	145 893	145 893		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupes et associés		44 780 052	44 780 052		
Autres dettes		1 335 725	1 335 725		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		97 850 819	48 968 980		48 881 839
Emprunts souscrits en cours d'exercice		46 280 000	Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

- **Charges à payer**

Charges à payer	Montants 31/12/2021
Intérêts courus	
. Sur emprunts obligataires	
. Sur emprunts et dettes des établissements de crédit	
. Sur emprunts et dettes financières divers	336 478,84
Total	336 478,84
Fournisseurs et comptes rattachés	665 857.72
Dettes fiscales et sociales	154 221.89
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	612 031.00
Total	1 432 110.61
TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 768 589.45

- **Produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montants 31/12/2021
Intérêts courus	266 363.50
. Sur créances immobilisés	
Total	266 363.50
Créances rattachées à des participations	
Clients et comptes rattachés	446 425.20
Créances fiscales et sociales	
Autres créances	
Total	446 425.20
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	712 788.70

- **Charges et Produits constatés d'avance**

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Produits constatés d'avance				
Charges constatées d'avance	334 393			334 393
TOTAL	334 393			334 393

4 **Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat**

- **Chiffre d'affaires**

Ventilation du chiffre d'affaires	Montant
Répartition par secteur d'activité	
Ventes de marchandises	
Production vendue biens	
Production vendue services	1 035 000
Répartition par marché géographique	
Chiffres d'affaires nets-France	1 035 000
Chiffres d'affaires nets-Export	
Chiffres d'affaires nets	1 035 000

- **Résultat et Impôt sur le bénéfice**

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	20 356 608	
Résultat exceptionnel		
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	23 356 608	

- **Affectation du Résultat N-1**

Affectation du résultat	31/12/2021
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur	-31 180 997
Résultat de l'exercice précédent	-23 938 845
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL Origines	-55 119 842
Affectation aux réserves :	
- légales	
- autres	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	-55 119 842
TOTAL Affectations	-55 119 842

- **Situation Fiscale**

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 26.50% et de 27.50% si la société à un chiffre d'affaire supérieur à 250 millions d'euros.

Médiapost Holding est membre du groupe d'Intégration Fiscale La Poste.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

- **Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi**

Le CICE est supprimé depuis le 01/01/2019 et remplacé par un allègement des charges du personnel.

- **Fiscalité latente**

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Montant de l'impôt (1)</i>
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Provisions CICE CP		
Autres charges déduites d'avance		
Plus-values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires		
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt		

(1) Taux d'impôt : 26.50%

Dont taux normal d'impôt sur les sociétés : 26.50%

5 Autres informations

- Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Loyers MONTRouGE	2 961 000	828 000	2 133 000	
A. Total engagements liés à l'exploitation	2 961 000	828 000	2 133 000	
B. Total engagements liés au financement				
C. Total autres engagements donnés				
I. Total engagements donnés (A+B+C)	2 961 000	828 000	2 133 000	
Engagements reçus (à détailler)				
Loyers filiales	2 671 000	745 000	1 926 000	
II. Total engagements reçus	2 671 000	745 000	1 926 000	
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques				

- **Effectif**

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	0	16	0	0	0	16
Agents de maîtrise						
Employés et techniciens	0	1	0	0	0	1
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	0	17	0	0	0	17

- **Rémunérations allouées aux membres des organes de direction**

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

- **Honoraires des Commissaires aux Comptes**

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et, le cas échéant, au titre des autres prestations réalisées sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe La Poste

- **Société Consolidante**

Les comptes annuel de Médiapost Holding sont consolidés par intégration globale dans les comptes de :

Groupe La Poste

Immatriculée sous le numéro : 356 000 000 RCS PARIS

Siège Social : 9, Rue du Colonel AVIA – 75015 PARIS

La copie des comptes consolidés du Groupe peut être obtenue à l'adresse ci-avant.

MEDIAPOST HOLDING

Société par Actions Simplifiée au capital social de 64 446 670 euros
17 rue de la Vanne, 92120 Montrouge
493 375 703 RCS NANTERRE

**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DE DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30 JUIN 2022**

.../...

DEUXIEME DECISION

(Affectation du résultat de l'exercice écoulé)

L'Associé Unique, sur proposition de la Présidence, et après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 font apparaître un bénéfice de 20 356 608 euros, décide d'affecter ce résultat bénéficiaire au poste « Report à nouveau », lequel est ainsi ramené de -55 119 842 euros à -34 763 234 euros.

Conformément à la loi, l'Associée Unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

L'Associé Unique adopte cette décision.

.../...

CERTIFIE CONFORME

**Le Président
Bruno BERJAL**